



MEPRIS ET MENSONGES D'ETAT

MEPRIS : Ce 5 février, les ministres n'ont pas voulu recevoir les syndicats !!

En effet, malgré les annonces de la presse et les demandes d'audiences des syndicats auprès des services du 1^{er} ministre, ce dernier, manquant de courage, a préféré déléguer cette corvée à des conseillers techniques. Pourtant, des ministres, il y en avait !!

Nous pouvons comprendre que M. DUSSOPT n'ait pas souhaité renouveler l'expérience d'une rencontre avec les syndicats et les agents de la DDFIP des Landes, celle du 28 septembre 2018 ne lui ayant pas laissé un bon souvenir. Le Préfet de l'époque s'en rappelle également !

Le **MEPRIS** est à son comble sachant qu'Amélie de MONTCHALIN, ministre de tutelle de toute la Fonction Publique ayant déclaré le 14 décembre 2018 que les agents avaient peu de travail en ce moment, n'a pas daigné aller à leur rencontre...

MEPRIS aussi avec le recrutement de 250 CDD qui après 1 h de formation sont censés remplacer des agents expérimentés pour traiter le dossier sensible des fonds de solidarité, source importante de fraude, 37 075 722 € à ce jour depuis le début des contrôles. Par ailleurs, ils auront accès aux données personnelles et financières des contribuables.

Même au niveau local, le mépris est flagrant. Notre Directeur, chantre du dialogue social, n'a même pas eu le courage de communiquer sur la venue des ministres auprès ni des agents, ni des organisations syndicales. Seuls les « heureux invités » ont été mis dans la confidence et tenus au secret jusqu'au dernier moment.

Entre les ministres, leurs conseillers, la police, les médias, les courtisans de la DDFIP et les agents triés sur le volet, il serait étonnant que la jauge de 6 personnes fut d'actualité ! Pourtant notre Directeur s'y est toujours accroché pour refuser toutes nos demandes de réunions en présentiel.

MENSONGE sur la démétropolisation ! Contrairement aux propos des ministres et du directeur, ces emplois ne viennent pas en renfort puisqu'ils ne seront pas affectés sur des missions au service des citoyens Landais. Ces services seront fermés au public et travailleront uniquement à distance pour Bercy...

MENSONGE sur le NRP ! 3083 trésoreries étaient ouvertes chaque jour au public dans toute la France et répondaient à toutes les questions, il n'y en a plus que 1688 aujourd'hui. Dans les Landes, elles ont été réduites de moitié pendant cette période, les directeurs leur ont méthodiquement enlevé des missions de service public (encaissement, renseignements, réclamations...), ont supprimé des dizaines d'emplois pour les mettre en grande difficulté, et ont réduit leurs horaires d'ouverture.

Il est donc erroné et surtout malhonnête de dire que « l'administration s'adapte aux besoins des citoyens qui demandent plus de proximité » en proposant un accueil exclusivement sur rendez-vous, seulement sur une journée ou une demi-journée dans des Maisons France Service, en se contentant de prendre note d'une réclamation sans la traiter directement, sans pouvoir encaisser un règlement ou proposer un échéancier...

Nous savions que les dirigeants méprisaient la France d'en bas, mentaient au peuple (souvenez-vous de l'inutilité des masques quand il n'y en avait pas...), nous en avons une nouvelle preuve aujourd'hui avec ces ministres qui n'osent pas affronter les agent.es des services publics pour leur expliquer que le plan social s'accroît.

Continuons la mobilisation contre ces projets de destruction des services publics.

Comme on dit chez nous : Se ne bos pas par la, bé t en cagat !

